



DES **LUTTES** AUJOURD'HUI AU **SOCIALISME** DEMAIN

Bulletin des cellules d'entreprise de l'agglomération lyonnaise du **Janvier 79**
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste **n°2 0,50F**

Berliet

MOBILISONS-NOUS CONTRE LE CHOMAGE, Contre les divisions de la classe ouvrière

Zanotti, PDG de R.V.I a fait part en décembre de son plan dit de «sauvegarde de l'emploi» dont on mesure mieux à l'examen tout le cynisme et le mépris à l'égard des travailleurs.

1 - Départ volontaire à 56 ans et 8 mois avec prime de départ, véritable licenciement déguisé qui vise à se débarrasser des travailleurs usés et non adaptables aux nouvelles normes de productivité. Si de vieux travailleurs sont désireux de bénéficier au plus tôt de la retraite, ce sont autant d'emplois supprimés que la direction ne remplacera pas.

2 - Susciter les départs volontaires, assimilés à des licenciements individuels pour cause économique. Les travailleurs qui désireraient en bénéficier toucheront une prime exceptionnelle de 1,5 à 2,5 millions. Ces mesures prolongeant des dispositions gouvernementales semblent, dans un premier temps, solliciter le retour au pays des

travailleurs immigrés et intensifier la division de la classe ouvrière.

3 - Reconversion des ETAM à la production à leur demande (?) ou à celle de l'encadrement (c'est plus sûr).

Pour susciter des vocations pour le «retour aux manettes», la direction donne une prime de reconversion équivalente à 3 mois de salaire, celle-ci est acquise si le postulant reste au moins trois ans à son poste déqualifié, sinon il doit rembourser à raison de 1/2 mois par semestre non effectué. De quoi décourager les plus courageux.

4 - Concernant plus directement les ouvriers : création de «groupe polyvalent» là où il y a «sur-effectif» (appel aux volontaires toujours) pour constituer ces groupes qui, par définition, n'auront pas d'affectation précise, mais seront disponibles à la demande entre bâtiments, entre usines RVI au gré des besoins. Instabilité dans le travail, déqualification, chantage à

l'emploi, désorganisation syndicale, risquent bien d'être le pain quotidien de ces ouvriers qui verront planer en permanence sur leur tête la note 127.

Pire encore ces groupes de polyvalents pourront être affectés à des entreprises extérieures au groupe RVI, dans ce cas, rupture du contrat de travail et détermination avec le nouveau patron d'un contrat à durée déterminée, RVI devient ainsi une boîte intérimaire.

Comme on le remarque, ces mesures visent l'ensemble des travailleurs et s'adaptent à chaque catégorie, vieux travailleurs, ouvriers immigrés, ETAM, etc.

D'après la direction c'est 950 emplois qui doivent être supprimés immédiatement par l'application de ces mesures. Mais 5 000 à terme.

Dans le cas où le volontariat ferait défaut, Zanotti compte bien sur la véritable toile d'araignée tissée par ces mesures pour diviser et désorganiser encore plus la classe ouvrière, ce qui lui permettra alors de licencier directement.

BERLIET : Suite de la page 1

CONSTRUIRE LA RIPOSTE !

A Berliet, il nous faut riposter sans tarder contre les effets de la restructuration. Mais notre situation ne peut-être séparée de celle de l'ensemble des travailleurs.

Lutter contre le chômage, c'est aujourd'hui une pressante nécessité. Mais cela ne va pas sans mal, avec la crise que les patrons veulent nous faire payer, tout est mis en œuvre pour nous désunir : diviser les travailleurs, menacés de perdre leur emploi et ceux qui s'en tirent momentanément, diviser chômeurs et actifs, Français et Immigrés, accroître la division existante entre ouvriers et employés.

Il nous faut construire pas à pas, dans la lutte quotidienne, l'unité de la classe ouvrière, et celle de tous les travailleurs, contre l'offensive généralisée du patronat.

Assez d'attentisme, les syndicats ne doivent plus être des champs de manœuvres du PS et du PCF : il nous faut imposer dans nos syndicats la voie de la lutte et de l'unité !

Cellule Berliet - Le 10.1.79

BRANDT :

METTRE FIN A LA DIVISION

EMBAUCHÉS-INTERIM

Les nombreux licenciements structurels, économiques, etc., et la volonté des patrons à n'embaucher que le moins possible créent une période florissante pour les boîtes intérimaires.

Ainsi à Brandt, depuis 10 mois la direction maintient une centaine d'intérimaires, par vagues successives de 3 mois en 3 mois.

Dans les ateliers, tous sont révoltés de voir d'autres travailleurs souvent contraints à l'intérim par le développement du chômage être considérés comme simples bouche-trous dont on passa commande entre deux commandes de tôles. Les premiers qui ont travaillé parmi nous ont tous été renvoyés même ceux qui avaient une promesse d'embauche (orale).

Le tri que la direction effectue à l'embauche est tel qu'elle affirme en réunion de délégués que les 40 ouvriers qu'elle veut embaucher sont introuvables...

La menace du chômage pèse sur toute la classe ouvrière, même sur ceux dont l'emploi est pour le moment assuré : c'est une raison supplémentaire de construire dès maintenant dans les ateliers, par l'unité des travailleurs, le rapport de forces qui fera reculer les patrons.

Cellule Brandt

30 ANS APRES SA FONDATION,

LA REPUBLIQUE POPULAIRE

DE CHINE EST RECONNUE

PAR LES ETATS-UNIS !

«Largesse de Jimmy Carter à la veille de Noël» ? ou bien, comme certains en rêvent, «compromission de la Chine avec l'impérialisme américain» ?

Sachons d'abord que depuis 1949, la République populaire de Chine est restée ferme sur cette position : le territoire de Taïwan est une partie de la Chine. Les USA doivent cesser d'y faire vivre le gouvernement fantoche issu du Kuomintang par leur aide économique, militaire, et politique, sinon, pas de relations diplomatiques régulières entre les deux pays. Que les USA fassent aujourd'hui cette concession, c'est déjà un pavé dans la mare des distingués spécialistes en affaires chinoises qui prédisaient un retour en arrière de la Chine sur ces principes.

Mais c'est aussi sanctionner la fin de l'isolement imposé à la Chine, ainsi que le signe des reculs américains sur la scène internationale : le développement des luttes des peuples leur a infligé de cinglantes défaites et a enrayé leur volonté de dominer le monde, où ils ont de plus en plus affaire maintenant à un concurrent acharné, l'URSS.

Mais c'est aussi le résultat de la politique de la Chine.

Nous ne pouvons que constater la «logique» de la propagande bourgeoise.

D'un côté, sur les affaires intérieures de la Chine, elle traduit par «abandon du socialisme» le fait qu'elle veuille sortir du sous-développement en construisant sa base économique, par «abandon du maoïsme» le fait que le peuple chinois critique des positions sectaires et erronées qui faisaient de la théorie l'affaire de génies et la coupaient de toute pratique...

D'un autre côté, elle cherche à dissimuler l'aide apportée par la Chine aux peuples du monde : soutien aux mouvements de libération nationale, participation au mouvement des pays du Tiers Monde, mouvement qui apparaît comme une force capable de faire marquer le pas aux deux superpuissances dans leurs visées dominatrices.

Dans le souci de répondre aux calomnies déversées par la presse de tout bord, nous aborderons dans un prochain bulletin la question de la construction du socialisme en Chine.

CAMBODGE :

Communiqué du Bureau Politique

du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste

Depuis le 1^{er} janvier, le peuple cambodgien fait face à une agression vietnamienne de grande ampleur.

Appuyée par un armement lourd considérable — avions, chars, artillerie, — 150 000 soldats vietnamiens occupent plus du quart du territoire du Kampuchéa démocratique et aujourd'hui sa capitale, Phnom Penh.

Après avoir multiplié les actes d'agression et les déclarations appelant au renversement du régime cambodgien, les dirigeants vietnamiens dévoilent aujourd'hui clairement leur objectif : tenter de s'assujettir le Cambodge en installant au gouvernement un pseudo front de libération

— le FUNSK — qu'ils ont créé de toutes pièces.

Encouragés par la conclusion récente de leur traité d'amitié avec l'URSS, les dirigeants vietnamiens menacent gravement la paix en Asie du Sud-Est et favorisent la pénétration du social-impérialisme soviétique dans cette région du monde.

Contre l'expansionnisme vietnamien et son agression contre le Kampuchéa démocratique, le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste assure le peuple cambodgien de son soutien à sa juste lutte de résistance contre l'invasion étrangère.

Paris le 7 janvier 1979

SNAV (Vénissieux) : grève et occupation

Les travailleurs de la SNAV à Vénissieux ont occupé leur usine le 15 janvier. Les travailleurs s'opposent aux 140 licenciements annoncés par la direction. Le patron avance la dégringolade du dollar et la hausse du prix du pétrole pour se justifier. En fait, il s'agit une fois encore du phénomène classique de restructuration. Les grévistes font preuve, comme ils l'ont fait par le passé, d'imagination pour faire parler d'eux : camion porte-grue conduit Place Bellecour, blocage du boulevard de ceinture, etc. La direction faisait citer 8 délégués CGT et CFDT en référé vendredi 18.

Ces manœuvres d'intimidation ne découragent pas les grévistes. Au contraire on constate une plus forte participation au piquet de grève à la veille du jugement. Les grévistes se sont organisés en commissions, ils en appellent à notre solidarité.

18 janvier 79

IMMIGRATION :

s'unir contre la bourgeoisie

La bourgeoisie, qui veut faire payer la crise aux travailleurs, s'efforce à tout prix de les diviser. Elle cherche à opposer actifs et chômeurs, travailleurs du secteur public et du secteur privé, Français et Immigrés. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les nouvelles visées racistes du gouvernement.

En effet Barre et Stoléro ne se gênent pas pour dire qu'il y a en France trop de travailleurs immigrés et envisagent de reconsidérer la politique d'immigration «dans des conditions qui respectent la dignité des travailleurs et sans leur infliger ce qui leur a été infligé dans d'autres pays». Barre fait ainsi allusion à la RFA qui a expulsé des centaines de milliers d'immigrés ces dernières années. En France les choses se feraient en douceur.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Non satisfaits des ignobles mesures Stoléro datant d'un peu plus d'un an, le gouvernement menace maintenant le droit au travail d'un nombre considérable d'immigrés : par exemple le renouvellement des cartes des travailleurs algériens n'est assuré que pour un an. Les mesures anti-immigration

(Stoléro compris) récemment annulées par le Conseil d'Etat parce qu'illégitimes et arbitraires ne sont pas pour faire reculer le gouvernement qui ne se réfère pas à la justice quand il veut expulser quelqu'un.

Pourquoi s'en prendre aux travailleurs immigrés ? De cyniques déclarations nous l'expliquent :

Chirac : «Un pays qui a 1,5 millions de chômeurs et 2 millions d'immigrés n'est pas un pays qui se porte mal».

Barre : «L'objectif est la substitution progressive de la main d'œuvre nationale aux travailleurs immigrés».

Faut-il que la bourgeoisie n'ait pas peur de mettre à nu son incapacité pour que ses représentants en titre Giscard, Barre, Stoléro, Chirac traitent l'immigration avec autant de cynisme que d'incompétence :

— le cynisme de ceux qui ont provoqué une émigration massive dans l'exploitation des pays coloniaux et néo-coloniaux, les privant de leurs richesses et provoquant ainsi le sous-emploi et la misère dans ces pays, ceux qui ont surexploité une main d'œuvre à bon marché, lui faisant assumer les travaux les plus durs et la privant des droits fondamentaux.

— l'incompétence de ceux qui sont aujourd'hui responsables de 1,5 millions de chômeurs et dont les plans de restructuration provoquent de toutes parts des suppressions d'emploi, des licenciements massifs. Pour masquer leur politique de misère pour le peuple, ils cherchent à faire retomber sur une partie de la classe ouvrière ce qui n'est que la faillite du régime capitaliste embourbé dans une crise profonde et durable. Qui est de trop, des travailleurs ou des patrons ?

Mais toutes les intimidations, toute la répression que le gouvernement met en œuvre n'empêchent pas les travailleurs immigrés de s'intégrer dans les luttes ouvrières :

— le 21.11 à Paris, à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra 10 000 travailleurs immigrés et français manifestent contre les conditions de logement dans les foyers prisons et les tentatives d'expulsion de résidents. Cette manifestation couronnait l'action continue des foyers depuis 4 ans.

— fin mai à Renault-Flins les OS des grandes presses, majoritairement immigrés, ont lutté avec détermination pour les revendications des 3 000 F par mois, les qualifications, etc.

Face aux divisions que la bourgeoisie veut exacerber par ses propos racistes, par les menaces d'expulsion, de non renouvellement des cartes, il est nécessaire de renforcer notre unité. Tous les travailleurs subissent les agressions de la bourgeoisie : plan d'austérité, salaires en baisse relative, chômage, mauvaises conditions de logement. Tous les travailleurs ont intérêt à faire reculer la bourgeoisie sur son plan de crise. S'unir, dès aujourd'hui, contre la bourgeoisie, c'est préparer les luttes de l'avenir.

CÂBLES DE LYON :

LES OUVRIERS ENGAGENT LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Après l'annonce de 293 licenciements à l'usine de Clichy (dont 210 camarades immigrés), depuis le 2 janvier les patrons des Câbles sont rentrés dans une nouvelle phase dans leur plan de restructuration de l'ensemble des usines.

En effet, 73 suppressions de postes à l'usine de Lyon et 70 à Cahors ont été annoncés pour faire passer plus facilement la pilule, les patrons ont avancé leur solution de pré-retraite, aide au retour pour les camarades immigrés, reclassement à l'intérieur des usines et du groupe C.G.E., stages de formation, etc.

Mais les travailleurs ne s'y sont pas trompés en dénonçant ces mesures qui se traduisent par des licenciements

dans les faits, et en débrayant 4 heures à l'appel de l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., le 10 janvier pour engager la lutte, et mettre en échec le plan de licenciements.

Au cours de ce premier débrayage, les grévistes ont mis l'accent sur l'idée qu'il fallait consolider et renforcer leur unité, gagner la grande masse des travailleurs sur l'entreprise, que la lutte devait être dure et longue pour empêcher les licenciements, mais aussi qu'à travers les licenciements c'était le capitalisme pourvoyeur perpétuel de chômeurs qui devait servir de cible à notre révolte.

Cellule Câbles de Lyon - Le 10.1.78

CGT : APRES LE 40^e CONGRES ?

Il y a plus d'un mois que le 40^e Congrès de la C.G.T. s'est tenu à Grenoble, mais où en est ce 40^e congrès, fini, ou ne fait-il que commencer ? Qu'est-ce qui va changer réellement au niveau de la démocratie syndicale, mais aussi de l'action, de la lutte, qu'en sera-t-il de l'indépendance et de la démocratie qui a été au centre des débats ?

L'OUVERTURE : PAS D'AUTRES SOLUTIONS

S'il y a eu au sein même de la direction une certaine opposition à l'ouverture tel que Frischman voulant étouffer les débats en les traitant de « discussions sur le sexe des anges », le discours d'introduction de Séguy donnait le ton, il fallait « ouvrir ». Mais si la direction de la C.G.T. prenait ce ton c'est qu'elle ne pouvait guère faire autrement que prendre en compte plus ou moins les critiques qui n'ont cessé d'apparaître au cours même de la préparation de ce congrès, mais aussi qu'elle était obligée de tenir compte de la baisse effective des résultats de la C.G.T. dans les élections professionnelles, et de la baisse de la syndicalisation.

QUELLE «OUVERTURE» ?

Si une partie des critiques portant sur la démocratie syndicale : fonctionnement, tribune libre avant les prises de décisions importantes, sur le retour à la base de la C.G.T. (engagement du débat sur les conseils d'atelier, expression des travailleurs à la base) ont été plus ou

moins prises en compte, et mises au débat, il n'en a pas été de même par exemple sur un autre point : l'indépendance syndicale. Car à aucun moment la direction n'a remis en cause ses prises de positions au moment des élections de mars (discours de Séguy à Gentilly) et ce n'est pas simplement avec l'affirmation de principe sur l'indépendance syndicale que l'on fera avaler la pilule aux syndicalistes qui posent ces questions.

ET LE RESTE...

Mais il est des points noirs dans ce congrès que la direction de la C.G.T. a refusé de débattre, et c'est bien là les problèmes de fond : l'action et la stratégie politique. Car aucune proposition n'a été faite aux travailleurs sur l'action qu'ils doivent mener, ni dans quelles perspectives doivent être envisagées ces actions, et ce n'est que la stratégie du Programme commun « amélioré » à la sauce P.C.F. qui fut reconduite.

Mais aujourd'hui le 40^e congrès n'est pas fini, car — et on l'a vu au moment des votes — c'est la première fois qu'au sein de la C.G.T., ce n'est pas l'unanimité qui l'a emporté ; certains points ont avancé (démocratie syndicale), mais nous ne devons pas en rester là et nous contenter de cette « ouverture », mais bien, vu que le terrain est favorable, porter le débat à un niveau plus élevé et débattre de ces questions de fond : la prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de leurs luttes, et la perspective d'un changement radical de société.

7 FEVRIER : ETATS GENERAUX DE L'EMPLOI

La réalité de l'emploi dans le Rhône, ce sont des milliers de chômeurs, ce sont des boîtes qui ferment, ou qui licencient une partie de leurs ouvriers : SNAV 165 licenciements, Câbles 73, RVI pour le moment 950 licenciements qui ne disent pas leur nom, Feudor en liquidation, Richier déman-

telé... et la liste serait longue.

La nécessité d'une lutte coordonnée s'impose donc au niveau du département. C'est pourquoi nous soutenons activement la préparation des Etats généraux. Initiative unitaire des UD CFDT, CGT et FEN, qui organiseront :

— la tenue des débats

dans les ateliers qui permettront l'élaboration des revendications des travailleurs, et qui seront suivis de l'élection de délégués aux Etats généraux.

— le 7 février des forums rassemblant des milliers de délégués d'usines, d'associations de quartiers, etc., et rédigeant le Manifeste des travailleurs de la région lyonnaise.

— une manifestation de masse à Lyon

autour d'une revendication centrale :

LES 35 HEURES POUR 35 000 EMPLOIS !

Aujourd'hui où le chômage est l'affaire de tous, la participation du plus grand nombre de travailleurs du Rhône à cette action permettrait des débats plus riches et serait garante de sa réussite en définissant des perspectives concrètes pour les actions à venir.

LISEZ



CHAQUE JOUR

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyer à Front Rouge BP 47 Lyon Pré.

VIVE LE 3^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE-LENINISTE !

Au mois de novembre, le 3^e Congrès du PCR ml a rassemblé pendant plusieurs jours des délégués de toutes les cellules du Parti. Après la présentation d'un riche rapport politique, de nombreuses interventions, partant de l'expérience vivante des camarades, ont permis d'approfondir la capacité d'analyse du Parti tant sur les questions nationales (caractérisation de la crise politique durable qui secoue notre pays) qu'internationale (accroissement des dangers de guerre, construction du socialisme en Chine). La richesse du débat a permis à notre Parti d'élever l'unification politique dans ses rangs, d'apporter les améliorations nécessaires à son fonctionnement interne, et ainsi se donner les moyens d'accomplir les tâches révolutionnaires précisées dans son programme adopté par le congrès.

Demandez aux militants les textes du congrès :

— *Front Rouge* : Rapport politique - Programme et statuts.

— Programme et statuts (brochure)